

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
45072 ORLÉANS Cedex 2

ORLÉANS, le 06/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHRYSO SAS**

7 rue de l'Europe

ZI

45300 Sermaises

Références : VAT20230311 ; n° 280 / 2023

Code AIOT : 0010000973

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2023 dans l'établissement CHRYSO SAS implanté 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHRYSO SAS
- 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises
- Code AIOT : 0010000973
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Leader sur le marché français, le groupe CHRYSO est une industrie spécialisée dans la chimie des matériaux de construction qui produit principalement :

- ✓ des adjuvants pour le béton,
- ✓ des agents de démoulage,
- ✓ des solutions décoratives pour bétons,
- ✓ des additifs pour le ciment & la chape.

CHYRSO maîtrise toutes les étapes du métier d'adjuvantier.

Les activités exercées par la société CHRYSO SAS sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 novembre 2022.

Le site est implanté au Sud-Est de la commune de SERMAISES, dans une zone à caractère industriel.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention de la pollution atmosphérique,
- prévention de la légionellose,
- prévention des nuisances sonores.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Sans objet
2	AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	/	Sans objet
5	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	/	Sans objet
7	Bilan annuel de l'exploitation des TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V	/	Sans objet
8	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 11	/	Sans objet
9	PGS	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.6.2	/	Sans objet
9bis	COV - Réduction à la source	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.6.1	/	Sans objet
10	VLE - COV	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.6.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.3	/	Sans objet
13	VLE des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.4	/	Sans objet
14	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
16	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
19	Traitement des fumées-1	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
20	Traitement des fumées-2	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
21	Traitement des fumées-4	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
23	Surveillance des rejets-3	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
24	Surveillance des rejets-4	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	/	Sans objet
4	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	/	Sans objet
6	Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.c	/	Sans objet
11	VLE – COV avec mention de dangers ou avec phrases de risques	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.6.4	/	Sans objet
15	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
17	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
18	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
22	Surveillance des rejets-2	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance

de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en oeuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations

**Constats : C1\_Certaines personnes impliquées dans l'exploitation des TAR ne disposent pas d'une formation valide à la date de la visite.**

**L'accès aux TAR n'est pas complètement interdit.**

**Observations :** Consultation de la partie 6 de la révision de l'analyse méthodique des TAR du 30/05/2022, qui liste 27 intervenants sur les TAR du site. Ceux-ci travaillent pour les sociétés CHRYSO (exploitant), NALCO (chargée du suivi hebdomadaire des paramètres du plan de surveillance), et ALPABIO (chargée de la réalisation des analyses).

Pour chaque intervenant, la nature de la formation suivie et la date de validité est précisée.

Pour 6 intervenants, les dates de validité des formations ne sont pas précisées ou à programmer.

Pour 1 intervenant, la date de validité de la formation est dépassée.

Pour les 20 autres intervenants, les formations sont valides.

La visite de site a permis de constater que l'accès aux TAR est interdit à proximité immédiate par une barrière. Cependant, celle-ci présente une ouverture. De plus, compte tenu du nombre important d'intervenants extérieurs sur le site et de l'exiguïté du passage à proximité des TAR (positionnées au niveau du sol), l'exploitant pourrait utilement améliorer l'information sur leur présence et les risques associés. L'inspection a néanmoins constaté que le risque légionelle est bien identifié dans le plan de prévention communiqué aux entreprises extérieures intervenant sur le site: les mesures de prévention précisées sont le port d'EPI adaptés et la formation/ habilitation risque biologique spécifique légionelles.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : AMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en oeuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li><li>– les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li><li>– les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li><li>– les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li></ul> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en oeuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en oeuvre et les échéances de réalisation associés ;</li><li>– un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</li><li>– les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</li></ul> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats : C2_La révision annuelle de l'analyse méthodique des risques n'a pas été respectée par</b>

<p><b>l'exploitant (absence de révision en 2020).</b>  <b>Par ailleurs, elle devra être revue en intégrant la nouvelle TAR mise en place sur l'installation CAPPABEAUCE.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Consultation du document intitulé "Révision analyse méthodique des TAR CHRYSO S.A.S" daté du 30 mai 2022. Cette mise à jour a été réalisée par un groupe de travail le 10 mai 2022 comprenant un technicien de maintenance et l'ingénieur QHSSE du site, ainsi que le responsable technique industriel/Maintenance and Projects Manager.</p> <p>Celui-ci comprend les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- description de chacune des 3 TAR (description technique des installations, des circuits de refroidissement et d'eau d'appoint, synoptique des circuits)</li> <li>- modes d'exploitation et de fonctionnement (toute l'année 24h/24 sauf un arrêt de 15 jours en été et un arrêt de 10 jours en hiver liés à l'arrêt e production des ateliers polymères),</li> <li>- schéma de principe de la stratégie de traitement,</li> <li>- identification et caractéristiques des biocides utilisés et de leur produits de décomposition,</li> <li>- plan d'entretien et de maintenance préventif,</li> <li>- plan de surveillance du circuit,</li> <li>- analyse des risques construite sur la méthode HACCP, intégrant notamment les bras morts de conception et d'exploitation.</li> </ul> <p>Sur la base de l'AMR sont définies des actions correctives associées à des échéances de réalisation. Parmi les 134 points d'observation de l'analyse des risques, 8 font l'objet d'une qualification de risque entre 2 et 4 conduisant à la définition d'une action moyen terme. Pour chacune de ces actions, une échéance est précisée.</p> <p>Les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage n'ont pas été consultées par l'inspection.</p> <p>Les précédentes mises à jour de l'analyse méthodique des risques avaient été réalisées en septembre 2021 par CHRYSO, mai 2019 et janvier 2018 par Bureau Véritas.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



### N° 3 : Plan d'entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect identifié.
<b>Observations :</b> Consultation de la révision de l'AMR de mai 2022. <p>Le plan d'entretien et de maintenance préventif décrit les actions mises en place, leur fréquence, la société en charge de leur réalisation et les documents de traçabilité associés.</p> <p>L'analyse des risques cite deux documents formalisant la stratégie de traitement:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Stratégie de traitement "Programme de traitement - Circuit polymères" du site CHRYSO à SERMAISES</li><li>- Manuel d'exploitation justifiant les choix de traitement.</li></ul> <p>Ces documents n'ont pas été consultés par l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Plan de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en oeuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en oeuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en oeuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect identifié.
<b>Observations :</b> Consultation de la révision de l'AMR de mai 2022: le plan de surveillance indique les indicateurs de suivi mis en place, la fréquence de leur contrôle, la société responsable de leur contrôle, et les valeurs seuils associées. L'AMR indique qu'une procédure en cas de dérive existe pour les paramètres <i>Legionella pneumophila</i> , flore totale, pH, conductivité, TH, TAC, chlorures et rapport de concentration. L'inspection n'a pas consulté cette procédure. L'AMR fournit en annexe un exemple de rapport hebdomadaire de suivi des 3 TAR effectué par le traiteur d'eau. Celui-ci est cohérent avec le plan de surveillance. L'AMR présente en annexe 3 un logigramme des actions à mettre en oeuvre en cas de dépassement des seuils 1000 et 100 000 UFC/l, ainsi qu'en cas de présence de flore interférente. La procédure en cas de présence de flore interférente est jointe en annexe 2. L'inspection a consulté le tableur "suivi aérotherme 2022" renseigné par l'exploitant. Celui-ci montre que l'exploitant surveille bien les paramètres indiqués dans le plan de surveillance à la fréquence prévue par celui-ci et en tenant compte des valeurs seuils (pour les paramètres conductivité, chlorures, TH, flore totale).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p>

<p>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p> <p>b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en oeuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p> <p>En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.</p> <p>Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.</p>
<p><b>Constats : C3_Le point de prélèvement de l'eau de rejet n'est pas signalé sur le site.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Consultation du bilan annuel 2022 des résultats d'analyses de suivi de la concentration en légionelles.</p> <p>La fréquence mensuelle des analyses est respectée. Tous les résultats sont indiqués conformes.</p> <p>Les analyses mensuelles sont réalisés par les laboratoires Alpabio situés à Parçay-Meslay (37) sur le point de prélèvement de l'eau du circuit.</p> <p>Une analyse annuelle a été réalisée par Bureau Véritas en février 2022 sur l'eau du circuit et l'eau d'appoint des 3 TARs.</p> <p>Un contrôle inopiné a été effectué par le laboratoire IANESCO en juin 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 6 : Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes : – le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; – le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.
<b>Constats :</b> Pas de non respect identifié.
<b>Observations :</b> Le laboratoire EUROFINs ALPABIO est accrédité COFRAC (sous le N° 1-6686 rév. 7) pour le prélèvement (selon la norme FD T 90-522) et l'analyses de légionelles dans l'eau de process (selon la norme NF T 90-431)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Bilan annuel de l'exploitation des TAR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
<b>Constats :</b> C4_Le bilan annuel 2022 ne présente pas les consommations d'eau.
<b>Observations :</b> Consultation du bilan annuel 2022: il présente les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt. Les consommations d'eau ne sont pas précisées dans ce document, mais le sont pour les années 2019 à 2021 dans l'AMR de 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Mesures périodiques des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en conformité acoustique : 1) modification des vantaux du local compresseurs (installations existantes) – date d'échéance au 31/12/2022
<b>Constats :</b> <b>C5_Les émergences mesurées en périodes diurne et nocturne dans la zone d'émergence réglementée au nord du site en mars 2023 sont supérieures aux seuils prescrits.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant indique que des silencieux ont été mis en place sur les compresseurs, et que des colliers isophoniques vont être installés en semaines 32 et 33 (entre le 7 et le 18 août 2023). L'exploitant a transmis un rapport acoustique réalisé par Bureau Véritas datant du 13/04/2023. Celui-ci présente les résultats de mesurages de bruit effectués en limite de propriété (Point 5) et dans le voisinage du site (point 1) du 20 au 21 mars 2023. Ils montrent que les niveaux de bruit en limite de site sont respectés, mais que les émergences sont supérieures aux seuils prescrits en périodes diurne et nocturne au niveau de la zone à émergence réglementée au nord de l'établissement (point 1). Les valeurs sont respectivement de 8 dB(A) et 13.5 dB(A) pour des seuils à 5 et 4 dB(A). Les travaux réalisés sur le site n'ont donc pas permis de solder les écarts réglementaires relatifs aux émissions sonores (art 7.2 de l'AP du 25/11/2022). Les valeurs mesurées en mars 2023 sont plus importantes que celles mesurées au même point lors de la campagne d'août 2022 (respectivement 4 dB(A) et 8 dB(A)).  L'inspection rappelle que l'article 11 de l'AP du 25/11/2022 prescrit le solde des écarts réglementaires relatifs aux émissions sonores des installations existantes avant le 31/12/2023. L'échéance n'est donc pas atteinte à la date de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation consommant plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.</p> <p>La consommation annuelle de solvants de l'année N étant supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.</p> <p>Les émissions totales (canalisées et diffuses) de composés organiques volatils sont inférieures ou égales à 3 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés.</p>
<p><b>Constats : C6_D'après le plan de gestion de solvants (PGS) du site, en 2022, les émissions totales de composés organiques volatils ont été supérieures à 3 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés (4.3%).</b></p> <p><b>Le PGS présente des incohérences, et conclut à une estimation des émissions diffuses non réaliste (cf. Paragraphe "observations" ci-dessous). Il doit être repris.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Consultation du plan de gestion des solvants 2022 réalisé par Bureau Veritas, daté du 13/04/2023.</p> <p>Le document appelle les remarques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la méthode retenue est conforme au guide INERIS du 22/02/2009,</li> <li>- évaluation du flux I1 : le calcul de la consommation annuelle de solvants doit être justifié (à partir du suivi des produits consommés ou du suivi des quantités livrées et des variations des stocks sur l'année). Le PGS indique que le formol n'est pas considéré comme un solvant, cependant il apparaît dans la somme du flux I1 (62 400 kg),</li> <li>- évaluation du flux I2 : pas de remarque,</li> <li>- évaluation du flux O1 : utilisation de la méthode de calcul des facteurs de réponse pour convertir les concentrations mesurées en équivalent carbone sur les 13 rejets canalisés ayant fait l'objet d'analyses par Bureau Veritas en septembre 2021 et septembre 2022. L'exploitant indique que les flux ont été majorés en conséquence d'une majoration des temps de fonctionnement de chaque processus, et du fait que le pourcentage de solvant susceptible d'être retrouvé dans les émissions canalisées a été calculé sur la base du méthanol uniquement ; le flux de COV annuel en kgC/an pris en compte n'est pas justifié; absence de justification du fait que le formol n'est pas considéré comme un solvant;</li> <li>- évaluation des flux O2 et O3 : pas de remarque,</li> <li>- évaluation du flux O5 : le calcul du flux des solvants détruits par réactions chimiques/physiques n'est pas détaillé,</li> <li>- évaluation du flux O6 : la part de solvant considérée dans les déchets est prise à 1.5% dans une approche majorante,</li> <li>- évaluation du flux O7 : l'exploitant indique que les valeurs sont issues des recettes des produits vendus, de la connaissance du taux de formol libre pour le produit OPTIMA 100 et pour les eaux formolées;</li> <li>- évaluation du flux O4 (émissions diffuses) : conformément au guide INERIS précité, ce flux est déduit de l'évaluation du flux I1 déduit des flux O1, O5 O6, O7 et O8. Le résultat est négatif, ce qui n'est pas réaliste, et incohérent avec les émissions diffuses constatées sur le terrain.</li> </ul> <p>. Le PGS retient la valeur de 0% pour les émissions diffuses, et indique que ce calcul est assorti</p>

d'une incertitude importante
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9-bis : COV - Réduction à la source

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas de mise en œuvre de substances dangereuses (en particulier les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en COV), classées cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, celles-ci sont remplacées, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.</p> <p>Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, des dispositions particulières sont prises pour substituer ces substances, ou en cas d'impossibilité, limiter et quantifier les émissions diffuses : capotages, recyclages et traitements, maîtrise des pressions relatives ....</p>
<b>Constats :</b> C7_L'exploitant ne quantifie pas les émissions diffuses des substances classées cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction utilisées sur le site (notamment le formol) .
<b>Observations :</b> Dans le PGS 2022, l'exploitant indique que le formol, utilisé dans plusieurs process de l'usine, et présentant une mention de danger H350, n'est pas un solvant. Le calcul des flux O1 (émissions canalisées) et O4 (émissions diffuses) ne tient pas compte des émissions de formaldéhyde.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : VLE - COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>La valeur limite annuelle des émissions diffuses est fixée à 20 % de la quantité de solvants utilisés.</p>
<b>Constats :</b> C8_Le rejet de la cheminée N°10 présente un dépassement de la valeur prescrite pour les COVNM en 2022 (177 mg/Nm <sup>3</sup> ).
<p><b>Observations :</b> Les émissions canalisées ayant fait l'objet d'une mesure des COVNM lors de la campagne de mesure des rejets atmosphériques par Bureau Véritas en septembre 2022 (rejets N°7, 8, 9 et 10) présentent des concentrations comprises entre 7.33 et 177 mg/Nm<sup>3</sup>. Le rejet de la cheminée N°10 présente un dépassement de la valeur prescrite (177 mg/Nm<sup>3</sup>).</p> <p>Le PGS 2022 conclut à une évaluation des émissions diffuses à 0% de la quantité de solvants utilisés (voir analyse dans les observations du point de contrôle précédent).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 11 : VLE – COV avec mention de dangers ou avec phrases de risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le flux horaire maximal de COV de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ne dépasse pas 0,1 kg/h. L'exploitant ne met pas en œuvre de solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68. A l'exception du formaldéhyde, l'exploitant ne met pas en œuvre de solvants COV composés de substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou étiquetés R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61.
<b>Constats : Pas de non respect identifié.</b>
<b>Observations :</b> D'après le PGS 2022, le site utilise un produit faisant partie de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié: le formol (N° CAS: 50-00-0). Les mesures réalisées sur les rejets atmosphériques en 2022 sur les conduits N°7, 8, 9 et 10 ont évalué les flux en formaldéhyde entre 0.169 et 5.86 g/h. Le PGS décrit les mentions de danger des produits contenant des COV utilisés sur le site. Parmi ceux-ci, seul un présente la mention de danger H350: le formol (formaldéhyde en solution). Ce même produit présente également la mention de danger H341. Cependant, il ne s'agit pas d'une substance halogénée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Conditions générales de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> cf tableau de l'APAUTO
<b>Constats :</b> C9_La hauteur de la cheminée de l'atelier démoulage est insuffisante (5 m environ au lieu de 10 m). <b>La vitesse d'éjection est insuffisante sur les conduits N°7, 8 et 10.</b>
<b>Observations :</b> L'inspection s'est centrée sur les conduits N°5 à 10, raccordés aux ateliers suivants: atelier colorants slurries, atelier colorant poudre, atelier adjuvant chloré, atelier adjuvants non chlorés, atelier démoulage, atelier polymères 1 à 3 Vérification sur site de la hauteur des cheminées. Examen du rapport de la dernière campagne de mesures des rejets atmosphériques du 28/10/22 relatif aux mesures réalisées entre le 27/09/22 au 29/09/22 sur les conduits N°5 à 10. Pour les conduits n°7 et 8, la vitesse mesurée lors de la campagne est inférieure à 5 m/s (respectivement 2,57 et 4,06 m/s) pour des débits inférieurs à 3000 et 420 m <sup>3</sup> /h (respectivement 418 et 239 Nm <sup>3</sup> /h). Pour le conduit n°10, la vitesse mesurée est inférieure à 8 m/s (respectivement 2,57 et 4,06 m/s), et le débit inférieur à 5300 m <sup>3</sup> /h (2070 Nm <sup>3</sup> /h). L'exploitant devra proposer des solutions pour améliorer la dispersion des fumées en sortie de ces conduits.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : VLE des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides</li> <li>-à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.</li> </ul> <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieurs aux valeurs limites suivantes : [...]</p> <p>Les autres rejets canalisés doivent respecter les valeurs limites d'émission définies à l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Les valeurs limites à respecter sont les suivantes :</p>
<p><b>Constats : C10_L'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émissions aux points d'émission suivants:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conduit n°10 : COVNM (177 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 100 mg/Nm<sup>3</sup> ), formaldéhyde (2,82 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 2 mg/Nm<sup>3</sup>)</li> </ul> <p><b>Absence de mesure du paramètre CO sur le conduit N°8.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Examen du rapport de la dernière campagne de mesures des rejets atmosphériques du 28/10/22 relatif aux mesures réalisées entre le 27/09/22 au 29/09/22 sur les conduits N°5 à 10.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> C11_L'exploitant ne met pas en oeuvre toutes les bonnes pratiques pour limiter les émissions diffuses. Les trous réalisés dans les conduits d'évacuation des rejets atmosphériques pour les prélèvements pour analyse dans les ateliers adjuvants et démoulage ne sont pas tous rebouchés. Certaines trappes des piscines sont laissées ouvertes dans les ateliers adjuvants.
<b>Observations :</b> Visite des ateliers colorants, adjuvant chlorés, adjuvant non chlorés, démoulage et polymères 1 à 3. <u>Atelier adjuvants chlorés:</u> une trappe de la cuve CL1F dans est constatée ouverte alors que la production est en cours. Les trous réalisés dans les conduits d'évacuation des rejets atmosphériques pour les prélèvements pour analyse ne sont pas tous rebouchés. Un boa permet de capter les émissions diffuses lors des dépotages des différents produits.  <u>Atelier adjuvants non chlorés:</u> les trappes des piscines NC02 et NC03 sont ouvertes, alors que la production est en cours. L'exploitant indique que cette situation est liée au fait qu'un prélèvement d'échantillon est en cours. L'inspection consulte la procédure CTARD RTE (relative à la production du produit en cours) qui ne précise pas que les trappes des piscines doivent être fermées après l'ajout des différents produits dans le mélange. Les trous réalisés dans les conduits d'évacuation des rejets atmosphériques pour les prélèvements pour analyse ne sont pas tous rebouchés. Un boa permet de capter les émissions diffuses lors des dépotages des différents produits. Pour les deux ateliers adjuvants, chaque cuve ou piscine de mélanges est raccordée à un conduit. Les conduits de chaque atelier convergent vers un conduit commun qui constitue la cheminée d'évacuation en toiture, équipée d'une pompe d'extraction. L'exploitant indique que les prélèvements lors des campagnes de mesure des rejets sont effectués sur chaque conduit, et non sur les cheminées totalisatrices. Cette configuration pourrait expliquer les faibles débit et vitesse mesurés sur les conduits de ces cheminées.  <u>Atelier démoulage:</u> le prélèvement lors des campagnes de mesures est réalisé en aval du silo de charbon actif situé à l'extérieur. Le trou utilisé à cet effet n'est pas rebouché.  <u>Ateliers polymères:</u> les rejets des réacteurs R101, R301 et R501 sont canalisés et rejetés à l'atmosphère par le conduit N°10 équipé d'un extracteur. Les rejets des réacteurs R601 et R701 ainsi que ceux de l'ensemble des formulateurs sont émis par des événements. L'exploitant a indiqué avoir programmé la réalisation d'une étude d'ici fin 2023 pour revoir le système de traitement des ateliers 1 à 3 et augmenter le nombre de réacteurs équipés de canalisation des rejets.  <u>Atelier colorants slurries et colorants poudres:</u> des dispositifs de captation des poussières et de canalisation sont en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Emissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
<b>Constats :</b> Pas de non respect identifié.
<b>Observations :</b> Visite des ateliers colorants, adjuvant chlorés, adjuvant non chlorés, démoulage et polymères 1 à 3. Examen des conditions de stockage des produits stockés sur place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Points de rejets-1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
<b>Constats : C12_Absence de localisation du point de rejet de l'atelier pilote du bâtiment 3 sur le plan de localisation des rejets.</b>
<b>Observations :</b> Examen du plan de localisation des rejets, présenté sur une photo aérienne du site et sous forme de photos prise depuis les toitures des bâtiments. Vérification de la cohérence entre ces documents et la liste des points de rejets de l'AP du 25/11/2022, ainsi qu'avec les rejets observés sur site. Le document ne localise pas le point de rejet de l'atelier pilote sur le bâtiment 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Points de rejets-2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.</p> <p>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect identifié.
<b>Observations :</b> Examen de la forme des conduits N°7 à 10.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : Points de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect identifié.
<p><b>Observations :</b> Examen du rapport de la campagne d'analyse des rejets atmosphériques de septembre 2022 sur les conduits N°5 à 10.</p> <p>Pour les conduits N°5, 6 et 9, le laboratoire indique que les longueurs droites en amont et/ou en aval de la section de mesure sont inférieures à 5 diamètres hydrauliques, mais que cet écart a un impact faible sur les résultats et la conformité des mesures.</p> <p>Sur les conduits N° 6, 7, 8, 9 et 10, le laboratoire indique que les orifices de mesure n'étant pas adaptés et en accord avec les normes, il a adapté le système de prélèvement, mais que cet écart a un impact faible sur les résultats et la conformité des mesures.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : Traitement des fumées-1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats : C13_L'exploitant ne dispose de registre d'entretien et de bon fonctionnement des installations de traitement qui consignerait également les incidents survenus, leurs causes et les solutions apportées.</b></p>
<p><b>Observations :</b> Les conduits N°5, 6, 9 et 10 sont équipés d'installations de traitement, conformément à l'article 3.2.2 de l'AP du 25/11/22:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conduits 5 et 6: filtres poussières à poche,</li> <li>- conduit N°9: filtre métallique et filtre à charbon actif,</li> <li>- conduit N°10: filtre à charbon actif.</li> </ul> <p>Le changement du filtre charbon du conduit N°9 est assuré par un prestataire via un contrat de maintenance tous les 5 mois.</p> <p>Aucune installation de traitement ne fait l'objet de mesure de paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche.</p> <p>Le suivi de la maintenance des installation est assuré par un outil de GMAO. Par sondage, l'inspection a consulté l'écran relatif au changement du filtre à charbon de l'atelier polymères (conduit N°10). Selon l'exploitant, le dépassement en COVNM observé lors de la campagne 2022 est lié à la saturation en eau du filtre à charbon actif (liée à la colonne de distillation). L'exploitant indique avoir augmenté depuis la fréquence de changement des filtres à charbon actif (1 mois au lieu de 3 mois). Il indiquera si cette modification a un effet positif sur les émissions de COVNM sur ce conduit.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<b>Constats :</b> C14_L'exploitant ne dispose pas de procédure indiquant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité des installations de traitement des fumées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 21 : Traitement des fumées-3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...). Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<b>Constats :</b> C15_L'exploitant ne dispose pas de consignes d'exploitation des installations de traitement des fumées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 22 : Surveillance des rejets-1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non respect identifié.
<p><b>Observations :</b> Date des deux dernières campagnes de mesures des émissions dans l'air:</p> <p>- 27/09/21 au 01/10/21 par BUREAU VERITAS,</p> <p>- 27/09/22 au 29/09/22 par BUREAU VERITAS</p> <p>La fréquence annuelle est respectée.</p> <p>Voir annexe 2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 23 : Surveillance des rejets-2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> C16_Manque de référence dans le rapport justifiant le nombre de mesurages réalisés sur chaque conduit. <b>Certaines conditions de fonctionnement lors du mesurage ne sont pas représentatives de l'exploitation des installations, ou doivent être précisées dans le rapport (conduits N°5, 7 et 8).</b>
<b>Observations :</b> Voir annexe 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 24 : Surveillance des rejets-3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> C17_L'exploitant ne commente pas les causes des dépassements des valeurs limites d'émission éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet